

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2462)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CS472

présenté par

M. Neuder, M. Juvin, M. Bazin, Mme Bonnivard, M. Taite, Mme Bonnet, M. Brigand, M. Ray,
M. Cordier, Mme Anthoine et M. Dubois

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 15, insérer l'article suivant:

Dans un délai supérieur à deux ans et inférieur à quatre ans à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'étape sur la pratique de l'aide à mourir en France.

Ce rapport rend notamment compte de la condition sociale des personnes ayant demandé ou ayant eu recours à l'aide à mourir, de leur lieu et leurs conditions de résidence, de leur catégorie socio-professionnelle ou encore de leur niveau d'isolement dans la société.

Ce rapport fait l'objet d'un débat au Parlement.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement tend à demander un rapport d'étape sur l'aide active à mourir en France et ses pratiques au moins deux ans après son adoption dans le droit français.

Ce rapport doit notamment permettre à la Représentation nationale de faire la lumière sur les potentiels liens de causalité qui pourrait exister entre une demande d'aide à mourir et la situation personnelle du patient au-delà de sa pathologie.